



CETTE SEMAINE

MACRON S'EN VA-T-EN GUERRE

BRAS DE FER CONTRE LES
DÉRIVES SECTAIRES

TOULOUSE EN LUTTES

ILS ONT OSÉ !

ON AVAIT PRÉVENU

Le 5 février dernier, **France Travail** était victime d'une **gigantesque cyberattaque**, et du vol des données sensibles de **43 millions de personnes**. Les noms, adresses, numéros de téléphone, numéros de sécu de **quiconque ayant déjà été inscrit depuis 2004** ont donc été volés. Ce piratage massif est l'œuvre de **3 hackers**, qui ont tout simplement **recupéré les mots de passe et identifiants** de connexion de quelques agents de l'institution par le biais de mails piégés (phishing)... et ont ensuite **accédé à la totalité des données existantes, ni cryptées, ni sécurisées**. Il y a plus de 6 mois, nous alertions à **l'Assemblée (ici)** lors des débats sur France Travail : les **règles RGPD** doivent être respectées, il faut **arrêter la sous-traitance pour la cybersécurité** et **sécuriser nos données personnelles** !

LE BULLETIN
CLOUET

Hadrien Clouet, député de la 1^{re} circonscription de la Haute-Garonne
TOULOUSE - BEAUZELLE - BLAGNAC - CORNEBARRIEU - MONDONVILLE

MACRON S'EN VA-T-EN GUERRE

MACRON JOUE À LA GUERRE



Le 26 février dernier, Emmanuel Macron annonçait **ne pas exclure l'envoi de troupes au sol en Ukraine...** tout en admettant l'absence de "consensus" avec les puissances alliées. Une **bombe dans le monde diplomatique** : le Président posait alors l'hypothèse d'un **conflit armé entre deux puissances nucléaires**, la France et la Russie. Par cette provocation, Macron joue l'**éléphant dans le magasin de porcelaine**, alors que moindre mot peut anéantir toutes les manœuvres diplomatiques.

En réaction, le **président ukrainien le désavouait** : "**vos enfants ne vont pas mourir en Ukraine**", mais Monsieur va-t-en guerre a continué l'escalade.

Rompant avec toutes les puissances soucieuses d'un cessez-le-feu, notamment autour des centrales nucléaires, du Saint-Siège à la Chine.

Le 12 mars, à l'Assemblée nationale, **les députés devaient se prononcer sur les déclarations de Gabriel Attal à propos de la guerre**. La Macronie a fait semblant de consulter le Parlement sur l'accord France-Ukraine du 16 février (3 milliards €, matériel militaire - c'est oui !) ... déjà ratifié.

Donc le seul enjeu était de voter pour ou contre la **stratégie gouvernementale** : **c'est contre**. Car Attal a même surenchéri : "**nous ne nous fixons pas de limite face à une Russie**". Aucune limite donc, au risque d'une **guerre nucléaire sur le continent européen**. Le lendemain, au journal de 20H, Macron s'est adonné à une métaphore lunaire pour décrire la situation géopolitique : "**quand vous êtes assis, vous n'excluez pas de vous lever**". Quelle puissance d'analyse, qui confond une guerre et un café entre amis. Autant confier les Affaires étrangères à un guéridon. Enfin, vendredi dernier, Macron a mis le feu aux poudres pendant la conférence de presse du conseil européen à Bruxelles, exprimant sa volonté de soutenir l'Ukraine "**aussi intensément que nécessaire**."

Mais le même déclarait la semaine précédente que la Russie était prête à un cessez-le-feu : où en est-on ? Pourquoi la France ne procède-t-elle à aucune démarche en ce sens ? Pourquoi ne travaille-t-elle avec aucune puissance du monde, y compris hors Europe, **pour obliger à une négociation de paix** ? Pourquoi le Président Macron ne rend-il compte que de ses pulsions guerrières, jamais de ses entreprises de paix ?

BRAS DE FER CONTRE LES DÉRIVES SECTAIRES



La semaine dernière, le projet de loi du Gouvernement de lutte contre les dérives sectaires revenait à l'Assemblée pour une 2ème lecture. Round 2 donc, pour ce **texte à moitié vide qui n'avait convaincu personne** (je vous en parlais dans le Bulletin Clouet #39). **Rappel** : plus de **500 000**

Français.es sont concernés par les dérives sectaires, et **80 000 enfants** sont élevés dans un contexte sectaire. La situation est grave, mais le Gouvernement jette à la poubelle tout le travail qui a été effectué jusqu'ici (rapports parlementaires, assises de lutte contre les dérives sectaires...) et se moque des recommandations des experts. Alors que nous avons besoin de **mesures préventives, de coordination des acteurs publics et d'accompagnement des victimes**, le clan Macron n'a qu'un mot à la bouche : **la répression**. Ce projet de loi prévoit d'aggraver les peines, invente de nouvelles sanctions... et **met en danger les associations en leur retirant des droits** ! Exit l'exigence de reconnaissance d'utilité publique, remplacée par un "agrément" accordé chaque année **par le ministère de la Justice sur la base de critères inconnus, permettant à tout gouvernement de choisir "ses" associations de lutte contre les dérives sectaires**. Du grand n'importe quoi, surtout quand on connaît les accointances de certains macronistes avec des sectes. Avec cette loi, **des amis des sectes auraient pu confier la défense des victimes à des associations sectaires** !

Nous avons combattu ce texte dès son arrivée à l'Assemblée, et le **combat, ça paye** ! Initialement, nos amendements ont été rejetés en commission des lois, en séance, en commission mixte paritaire (aucune accord trouvé entre sénateurs et députés). Retour en hémicycle... et **coup de théâtre le 20 mars** : la macronie s'est fissurée pour créer un petit trou de souris dans lequel nous nous sommes engouffrés. Un **amendement est finalement voté** pour garantir aux **associations reconnues d'utilité publique de se constituer partie civile, ouvrant aussi ce droit aux associations agréées** en cas de besoin. Une preuve, s'il le fallait, que **la ténacité triomphe toujours**, alors que les compromis pourris n'aboutissent jamais. Malgré tout, ce n'est qu'une **première étape** dans la lutte contre les dérives sectaires qui a **besoin de moyens financiers solides pour accompagner les victimes et leurs familles, faire face aux procédures bâillon dirigées par les sectes, prévenir et protéger**.

PLAN D'URGENCE POUR L'ÉCOLE



Toulouse - Samedi 23 mars : Avec Anne Stambach-Terreñoir, nous étions aux côtés des enseignants et parents d'élèves au **rassemblement pour un plan d'urgence dans l'Education nationale**. Le projet Attal est dangereux : **les groupes de niveaux aggravent les inégalités entre établissements scolaires et stigmatisent les élèves**. L'école publique a besoin de moyens, nous exigeons des **matières fondamentales pour tous, pauvres ou riches, garçons ou filles, et moins d'élèves par classes**. Stop au gavage de Stanislas : de l'argent public pour l'école publique !

SCANDALE DES CRÈCHES PRIVÉES



Toulouse - Vendredi 22 mars : Réunion publique avec **Anne Stambach et William Martinet** pour un **état des lieux glaçant de la privatisation des crèches**. Depuis plusieurs mois, les témoignages s'accumulent : **rationnement des produits d'hygiène et de la nourriture, négligence, personnel épuisé...** Les crèches privées sont en moyenne **15% plus chères que les crèches publiques** et bénéficient de subventions de l'Etat ! **Nos enfants valent ils plus que les cours boursiers ?** C'est ce que va déterminer la commission d'enquête obtenue par William Martinet.

REJOIGNEZ-NOUS !

✉ hadrien.clouet@assemblee-nationale.fr

f facebook.com/HadrienClouet

🐦 @HadrienClouet

📷 instagram.com/hadrienclouet